

# Si NE nous parlions ?

Bulletin édité par l'équipe d'Angers du SNE-ADEME

AVRIL 2006

N° 1

## CPE

### Ce qu'en Pense les Européens ?

Les médias nationaux ont souvent rapporté que les autres pays européens se demandaient pourquoi la France était systématiquement la proie de manifestations dès que des réformes y étaient entreprises... L'opinion exprimée était alors souvent la même : un pays bloqué, incapable d'évoluer... Bien que certains commentateurs étrangers soient allés plus loin et aient relié cette situation à une décision rigide,

*bataille mérite l'admiration. S'ils n'existaient pas, il faudrait les inventer. Dommage qu'ils soient encore isolés.* »

John Monks, secrétaire général de la **Confédération européenne des syndicats** (CES) interviewé par l'Agence Reuters (Paris) : « *Il y a de nombreuses manifestations devant des ambassades de France et dans des capitales d'Europe aujourd'hui. Ce n'est pas juste une question française. D'au-*



prise sans aucune négociation préalable, il s'est trouvé d'autres journalistes et intervenants étrangers qui au contraire ont mis en avant la résistance française à ce libéralisme imposé.

Voici quelques extraits d'articles de presse qui laissent à penser que le seul son de cloche « France pays isolé refusant les réformes » entendu dans les médias n'est pas complètement représentatif de la situation européenne...

**Allemagne :** Dorothea Hahn (Die Tageszeitung) : « ...les Français se battent non seulement contre la méthode, mais aussi contre le contenu. En ce sens, ils s'opposent à une politique européenne qui redistribue de bas en haut, annihile les conquêtes sociales et vide de sa substance le droit du travail. Dans les phases critiques, ils se souviennent des luttes passées. Le seul fait qu'ils aient le courage de partir seuls à la

tres gouvernements, en Allemagne, aux Pays-Bas, ont envisagé des plans pareils. La Grèce en a déjà introduit un. »

**Grèce :** Christos Mega (Eleftherotipia) « *La mesure proposée en France... a été votée par l'Assemblée nationale grecque à l'été 2005. Personne n'a alors réagi, mais la précarité était installée. Aujourd'hui, les étudiants français envoient un message qui traverse les frontières et s'adresse à nos dirigeants qui prévoient de mettre en œuvre une politique de rigueur néolibérale. Pour les étudiants grecs, le climat social justifie une contestation générale. Les jeunes veulent s'appuyer sur l'initiative française pour demander le retrait des mesures draconiennes de diminution du coût des heures supplémentaires et d'extension des horaires de travail qui ont précédé la réforme. Les étudiants ont déserté les universités ces jours derniers, et un appel à manifester a*

## ÉDITO

### Une fenêtre ouverte

Inscrire nos analyses, nos luttes dans un large contexte, en référence à d'autres réalités, d'autres analyses, d'autres luttes, telle est l'une des motivations des adhérents et sympathisants du SNE. Nous vous proposons par le biais de ce petit journal qui se veut périodique et interactif, une fenêtre ouverte sur le monde avec notre regard d'Adémien(ne)s, sur des thèmes « environnement », « société » et sur l'ADEME avec notre regard syndical.

#### Au menu :

- des brèves relevées ça et là qui illustrent notre analyse de la société et du monde dans lequel nous vivons, des éléments de nos actions en cours à l'ADEME ;
- un petit dossier à propos d'un sujet d'actualité jugé sensible : aujourd'hui **la catastrophe de Tchernobyl** dont on fête tristement ce jour le vingtième anniversaire.

Nous espérons, au final, que vous maintiendrez cette fenêtre ouverte, que ce périodique vous sera utile, qu'il vous permettra de juger de nos options et de nos actions, que vous prendrez plaisir à le lire quel que soit votre positionnement par rapport au SNE et que vous n'hésitez pas à réagir, voire à proposer vous-mêmes des infos, des brèves.

L'équipe SNE d'Angers

Dans ce numéro, rien sur l'ADEME !

Le dernier [Flash-Info](#) du SNE étant sorti le 12 avril, nous avons fait le choix de ne traiter que de sujets externes à l'ADEME.

Nous vous donnons donc rendez-vous pour le prochain « SiNousEn... » et vous invitons à consulter notre site :

<http://sneademe.obiectis.net/>

été lancé pour le 23 mars. Grâce au message des Français, les jeunes Grecs se sentent prêts à lutter à leur tour contre les manigances des politiques sur le plan social. »

**L'Union syndicale suisse** (USS), première organisation de la confédération avec seize syndicats affiliés, a écrit au gouvernement et au Parlement français pour leur demander d'abroger le CPE. Une délégation s'est rendue devant l'ambassade de France à Berne « pour une brève manifestation lors de laquelle une lettre a été transmise à l'ambassadeur de France », a fait savoir l'USS dans un communiqué.

Chaque année, Privacy International et ses partenaires décernent, dans une dizaine de pays, des « Big Brother Awards » aux institutions, sociétés ou personnes s'étant distinguées par leur mépris du droit fondamental à la vie privée ou par leur promotion de la surveillance et du contrôle des individus.

Les 6<sup>es</sup> Big Brother Awards ont été décernés en France le 3 février 2006. Comme d'habitude, aucun « lauréats » n'est venu chercher son prix.

## Le palmarès 2006

<b>J.-M. Charpin, Directeur de l'Insee</b>	Prix Orwell État, élus
<b>La vidéosurveillance des salariés de Lidl</b>	Prix Orwell Entreprises
<b>Commissaire Michel Pagès (Aude)</b>	Prix Orwell Localités
<b>Le Principal du collège Joliot-Curie de Carqueiranne</b>	Mention spéciale Biométrie
<b>Le député Jacques-Alain Bénisti</b> pour sa « prévention » de la délinquance, ex-aequo avec l'INSERM et ses « troubles de conduite de l'enfant »	Prix Orwell Novlang (Lire ci-contre)
<b>Nicolas Sarkozy</b>	Prix Orwell Pour l'ensemble de son oeuvre
<b>Le collectif national unitaire de résistance à la délation</b>	Prix Voltaire 2005



## Prix Orwell Novlang

Le discours le plus manipulateur de l'année est revenu, ex-aequo, au député **Jacques-Alain Bénisti** et à l'INSERM, pour leurs propensions à vouloir identifier, dès la maternelle (voire même avant) les signes avant-coureur de la délinquance.

Le premier, dans son rapport sur la prévention de la délinquance, stigmatisait les origines sociales et ethniques des familles, incitait au placement sous surveillance des enfants (dès la maternelle), et proposait d'en finir avec le secret professionnel des travailleurs sociaux.

Le second propose quant à lui « d'identifier les facteurs de risque familiaux ou environnementaux très précocement, voire dès la grossesse », évoquant des causes génétiques, ou héréditaires, et des recherches sur des modèles animaux, afin d'expliquer les « troubles de conduites des enfants et adolescents ».

Pour en savoir plus

<http://bigbrotherawards.eu.org/>

Vous avez dit déviance ?

Ne pas parler le français chez soi provoquerait un obstacle à la communication avec autrui et serait donc source de déviance. Le rapprochement fallacieux entre immigration et délinquance fait dans ce rapport nous permet d'imaginer sans difficulté la teneur raciste de la future loi qui en découlerait. Et il suffit de rappeler les propos effarants de Bénisti lors d'une interview le 9 mars 2005 :

« En tant que maire de Villiers-sur-Marne, j'ai créé des cours d'alphabétisation pour les femmes maliennes notamment. Et déjà il y a des tentatives d'instaurer le français à la maison. Toutefois, les maris maliens sont assez réticents et préfèrent apprendre le "bamboula" » [sic !].

Lapsus ô combien révélateur de Bénisti qui voulait parler du bambara, langue parlée au Mali.

## SIGNEZ LES PÉTITIONS !

Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans

Appel en réponse à l'expertise INSERM sur les troubles de conduite chez l'enfant

Contact : <http://www.pasde0deconduite.ras.eu.org/>

Et si on arrêta les dégâts ?

Une multinationale canadienne est sur le point de commencer l'exploitation d'une mine d'or à ciel ouvert en Guyane Française, ce qui aurait un effet dramatique sur l'environnement !

Contact : <http://www.collectifor.ouvaton.org/petition.html>

## BRÈVES

### OGM

Le 24 mars dernier, à Curitiba, le Brésil a réaffirmé son rejet sans équivoque des tentatives de fragilisation du moratoire mondial sur les technologies dites « Terminator ». Cette annonce est survenue dans le cadre de la convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB). Ces procédés de génie génétique, autrement appelés technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques (TRURG), permettent aux entreprises (MONSANTO, etc) de commercialiser des plantes dont les semences sont stériles, empêchant ainsi les cultivateurs d'utiliser les semences issues de leur propre récolte [et les obligeant à acheter chaque année des semences aux fabricants]. Le Brésil est le deuxième pays après l'Inde, en novembre 2005, à adopter une interdiction nationale de ces semences Terminator. [Et la France ? (NDLR)]

Source : *Courrier International*  
N° 805 (du 6 au 12 avril 2006)

## La France gourmande en bois illégal

La France importe beaucoup de produits en bois tropical, et un pourcentage croissant de ces produits serait d'origine illégale. Selon l'étude du Fonds mondial pour la nature (WWF) « Failing the forest, Europe's illegal timber trade » (WWF Royaume-Uni, 2005), 39 % des importations françaises de bois tropical seraient issues de l'exploitation illégale, la France s'approvisionnant surtout dans des pays connus pour leurs volumes importants de bois illégal. Au Brésil, ce volume avoisine les 47 % du bois exploité, en Indonésie 73 %, au Cameroun 50 %. Du 22 avril au 6 mai, WWF France lance une campagne d'information axée sur une étude effectuée auprès de 12 enseignes. Ce « consoguide » écologique destiné à décrypter les étiquettes et les garanties offertes par les revendeurs sera distribué dans une trentaine de magasins en France ([www.wwf.fr](http://www.wwf.fr)).

Source : *Courrier International*  
N° 805 (du 6 au 12 avril 2006)

Voir aussi : [les amis de la terre](http://lesamisdelaterre.org/)

## À LIRE

« Les nouveaux maîtres du Monde...  
et ceux qui leur résistent »  
de Jean Ziegler

## Pour comprendre la mondialisation et l'altermondialisme

Ces nouveaux maîtres du Monde, ce sont les seigneurs du capital financier mondialisé. Qui sont-ils ? Comment fonctionnent-ils ? Avec l'aide de quelles institutions ? Ce livre révèle leurs visages, analyse leurs discours, leurs méthodes et donne de multiples exemples de leurs actions et des conséquences.

Mais un peu partout, la résistance s'organise. C'est la nouvelle société civile planétaire dont l'auteur nous montre ici la diversité et la détermination.

LE SAMEDI 26 AVRIL 1986 À 01 H 23 MIN 40 S,  
LE RÉACTEUR N° 4 DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE TCHERNOBYL EXPLOSE...

Le 25 avril 1986, une expérience mal conduite aboutit à une surchauffe incontrôlée du réacteur n° 4 de la centrale de Tchernobyl, puis à l'explosion de la partie supérieure du réacteur ainsi qu'à l'effondrement de son cœur et de son couvercle. Explosions et incendies se multiplient pendant plus de 10 jours et plus de 5 mois seront nécessaires pour arrêter le rejet de matières radioactives.

Celles-ci ont été essentiellement constituées par les éléments volatiles : Krypton, Xénon, Iode, Césium, notamment Césium 137 qui est responsable de la majeure partie des expositions actuelles ou futures. Les isotopes lourds à longue demi-vie (Plutonium ou Strontium) ne sont pas très volatiles.

Après êtres montés à près de 2000 m d'altitude, les gaz radioactifs ont formé trois nuages : vers la Scandinavie, l'Europe Centrale et les Balkans selon la direction des vents. La Biélorussie située au nord de Tchernobyl est probablement un des pays où la radioactivité a été la plus grande.

Il faut noter que les renseignements fournis par les autorités sanitaires françaises, à l'époque, ont été assez flous : le nuage radioactif étant censé s'arrêter à nos frontières ! Depuis des mesures plus précises ont montré le côté artificiel de ce déni d'information (Voir encadré « (Mal) traitement de l'information »).

La contamination aérienne au niveau de Paris atteint environ  $0.5 \text{ Bq/m}^3$  (c'est-à-dire un taux 1000 fois supérieur à celui observé lors des explosions atomiques françaises au Sahara). L'importance des orages et des pluies de mai a permis un certain lessivage de la contamination.

Près de 600 000 personnes ont travaillé pour éteindre l'incendie et arrêter la pollution atmosphérique. 260 sont mortes de maladie du rayonnement. Près de 50 % de ces personnes ont reçu en quelques mois la dose reçue habituellement pendant toute une vie (150 mSv). Les habitants de Biélorussie proche de Tchernobyl ont reçu parfois jusqu'à 100 mSv.

Dans ces régions de Biélorussie, on observe un taux accru (multiplié par 10 à 100) des cancers de la thyroïde avec un nombre plus important de cancers peu différenciés (donc plus difficiles à soigner). Le taux maximal concerne les enfants ayant entre 2 et 15 ans



au moment de l'accident. En France, il est difficile de définir statistiquement le rôle potentiel de l'explosion de Tchernobyl compte tenu de l'irradiation relativement faible observée.

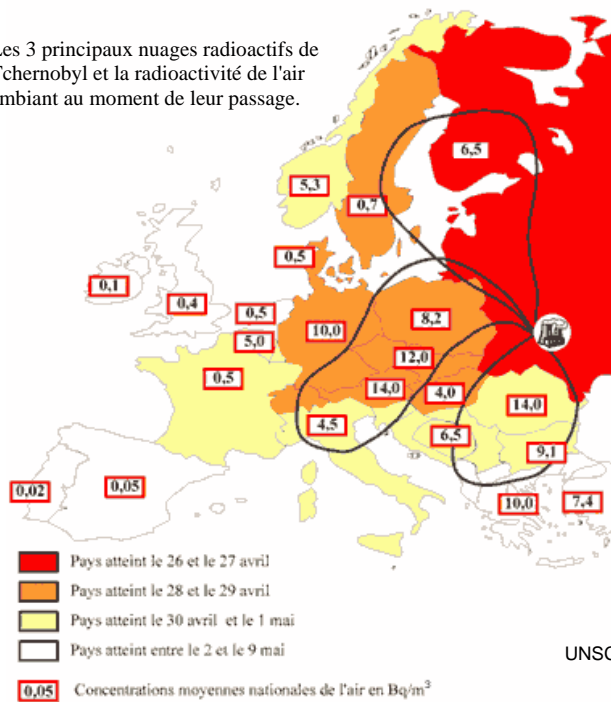
Dans les pays proches de Tchernobyl, on a observé un nombre important de malformations à la naissance. Même si d'autres causes sont possibles (restriction alimentaire sévère). L'impact sur l'environnement est très important dans les environs immédiats de Tchernobyl (produits peu volatiles), relativement plus faibles ailleurs. En particulier, en France, en moyenne, elle est devenue minime ; il peut exister des zones plus concentrées çà et là. La chaîne alimentaire ne paraît plus contaminée dans notre pays, même pour les champignons qui concentrent le Césium 137. Cependant, dans certains pays (les pays nordiques notamment ou la Biélorussie), la contamination de l'eau reste importante, et compte tenu de la demi-vie du Césium mettra encore près d'un siècle à disparaître complètement.

*D'après le P<sup>r</sup> J.-F. HÉRON  
(Cancérologie générale-Caen)*

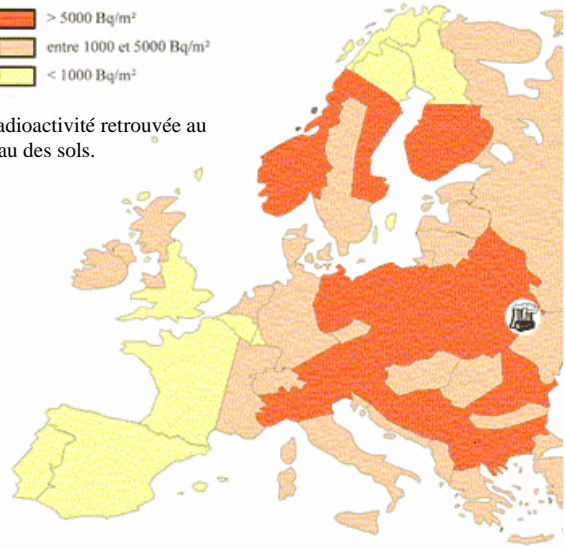
### (Mal) traitement de l'information

Tout le monde sait (et l'Europe entière en rit maintenant) que grâce entre autre au P<sup>r</sup> Pellerin, le nuage s'est arrêté à la frontière française. Seule la CRIIRAD, organisme indépendant de mesure de la radioactivité créé à ce moment-là, a publié dès juin 1986 des cartes de la radioactivité tombée sur la France. Ces valeurs de contamination ont été reconnues 13 ans plus tard par l'institut de protection et de sûreté nucléaire. 17 ans après la catastrophe, l'AIEA (agence de l'ONU pour la promotion de l'énergie nucléaire dans le monde) ne comptabilise toujours que 31 décès liés à Tchernobyl. Directeur de l'AIEA à l'époque, M. Hans Blix a déclaré en août 1986 : « **même s'il y avait un accident de ce type tous les ans, je considérerais le nucléaire comme une source d'énergie intéressante vu son importance.** »

Les 3 principaux nuages radioactifs de Tchernobyl et la radioactivité de l'air ambiant au moment de leur passage.



La radioactivité retrouvée au niveau des sols.



(Cartes issues des travaux de l'UNSCEAR en 1998)  
UNSCEAR = United Nations Scientific Committee on the Effects of Atomic Radiation

## Conséquences sanitaires

Officiellement, les autorités nucléaires d'alors ont nié l'ampleur du drame - le directeur de l'AIEA<sup>(1)</sup> (Hans Blix) ne déclarerait-il pas devant les industriels européens du nucléaire en 86 que « *Tchernobyl n'avait pas causé plus de morts que le match de football du Heysel, il y a un an* » (39 morts). Mais en septembre 2005, l'AIEA reconnaissait la mort de 56 personnes et 4 000 cancers de la thyroïde chez les enfants qui auraient pu être évités si des mesures simples, comme l'ingestion de pectine de pomme, avaient été prises de suite après la catastrophe.

On est loin du compte ! Certes, le bilan humain de la catastrophe est l'objet de nombreuses polémiques, mais d'après la très officielle « Nuclear Regulatory Commission » des U.S.A. le nombre de victimes se monte déjà à 14 000. Le « Department of Energy » des mêmes U.S.A. en a compté 27 000. À Vienne (Autriche), en août 1986, la délégation soviétique de l'AIEA annonce 40 000 morts. Si on s'intéresse aux « liquidateurs » qui se sont relayés sur le site pour le nettoyer et le confiner (nombre estimé à environ 600 000) les victimes sont de 25 000 à 100 000, les invalides de 50 000 à 300 000 selon les sources.

Les victimes des maladies induites (leucémies, cancers du côlon, du poumon, de la vessie, du rein, de la thyroïde, du sein...) sont très difficiles à évaluer d'autant que l'irradiation augmente la morbidité (incidence des maladies). Le nombre de cancers est calculé à partir des facteurs de risque (calculés par la Commission Internationale de Protection Radiologique ou observés sur les survivants japonais des bombes de 1945). Selon les sources, on compte de 125 000 à 475 000 morts à ce jour.

Au Bélarus, fortement touché par les retombées radioactives, le professeur Youri Bandajevsky, ancien recteur de l'Institut de Gomel, a montré que le Césium 137 s'était accumulé dans le muscle cardiaque, les reins et la thyroïde induisant des lésions parfois irréversibles et des pathologies graves. Il a montré qu'au-delà de 70 becquerels de Césium 137 par kilogramme de poids, il n'y a plus que 10 à 15 % des enfants qui présentent des électrocardio-

grammes normaux. Or certains enfants ont des taux de contamination supérieurs à 600 Bq/kg. En 2001, un tribunal militaire le condamne à la prison soi disant pour corruption, mais la pression de la société civile internationale permet sa libération en janvier 2005.

La CRIIRAD<sup>(2)</sup> créée en 1986 en France suite à la catastrophe, a soutenu la création à Minsk d'un laboratoire indépendant pour que Youri Bandajevsky puisse continuer ses travaux sur l'impact des faibles irradiations sur la santé et les publier.

(1) Agence Internationale pour l'Énergie Atomique

(2) Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la RADIOactivité.  
471 avenue Victor Hugo - 26000 Valence.

## ON R'MET ÇA ?

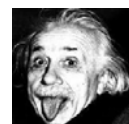
### Bévue à la centrale nucléaire de Civaux

Quiconque a visité la salle de commande d'une centrale nucléaire aura été impressionné par le nombre d'écrans, clés et touches nécessaires à sa bonne marche. Viennent aussitôt à l'esprit ces films de série B où un gaffeur appuie sur le bouton qui fait « boum ! »

Le 3 mars [2006], la centrale EDF de Civaux (Vienne) a été le théâtre d'un tel épisode : un opérateur a posé un livret sur le clavier de commande du système mécanique (grappes) qui permet de réguler la puissance du réacteur. « *Le document (...) a été posé sur la touche de montée des grappes et a conduit à une montée en puissance du réacteur* », résume l'Autorité de sûreté

nucléaire (ASN), dans un courrier adressé au directeur de la centrale. Ce courrier évoque un « *manque de rigueur* » et relève que le clavier de commande n'avait pas été verrouillé. En conséquence, il est demandé à EDF « *de sensibiliser les agents aux risques liés à l'utilisation de documents à proximité des claviers de commande* ». A-t-on frôlé le drame ? Pendant une minute et vingt secondes, la puissance thermique maximale autorisée a été dépassée, le réacteur atteignant 101,5 % de celle-ci. L'opérateur, s'étant aperçu de son erreur, a aussitôt fait descendre les grappes, indique-t-on à l'ASN. EDF propose de classer cet incident au niveau zéro de l'échelle internationale des événements nucléaires (INES), qui va de 1 à 7. Déjà, le 26 février, dans la même centrale, il avait fallu deux alarmes pour que les opérateurs mettent fin à un dépassement de la puissance. Pour le réseau Sortir du nucléaire, qui a déniché, sur le site de l'ASN, la lettre décrivant les deux incidents, ceux-ci montrent qu'« *un Tchernobyl français menace plus que jamais* ». Les inspecteurs de l'ASN sont plus placides. Ils notent que la formation des équipes d'EDF sur simulateur est centrée sur les situations accidentelles. Ils interrogent l'électricien sur l'opportunité de prendre davantage en compte les gestes de conduite « *en situation normale* ». Afin d'éviter de confondre normalité et routine.

Hervé Morin, *Le Monde* du 05.04.06



Pour plus d'informations :

- Réseau « SORTIR DU NUCLÉAIRE », fédération de 725 associations : <http://www.sortirdunucleaire.org/index.php>
- CRIIRAD : <http://www.criirad.org/>
- EDF : <http://www.edf.fr/1i/Accueilfr.html> et notamment <http://www.edf.fr/35206i/Accueilfr/InfosNucleaire/Questions-Reponses/FAQ/Surete/securite.html>
- CEA : <http://www.cea.fr/>